

## "La Bible contre la CEE" dans Der Spiegel (19 juillet 1971)

**Légende:** Le 19 juillet 1971, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel retrace les vifs débats suscités en Norvège par le dépôt de la seconde demande d'adhésion du pays au Marché commun européen.

**Source:** Der Spiegel. Das Deutsche Nachrichten-Magazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; R Herausgeber Engel K., Johannes; Gaus, Günter. 19.07.1971, Nr. 30; 25. Jg. Hamburg: Spiegel Verlag Rudolf Augstein KG. "Bibel gegen EWG", p. 65.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/la\\_bible\\_contre\\_la\\_cee\\_dans\\_der\\_spiegel\\_19\\_juillet\\_1971-fr-a887dobb-aaf5-4a2a-be51-875acfo57a95.html](http://www.cvce.eu/obj/la_bible_contre_la_cee_dans_der_spiegel_19_juillet_1971-fr-a887dobb-aaf5-4a2a-be51-875acfo57a95.html)



**Date de dernière mise à jour:** 13/02/2017

## La Bible contre la CEE

**Plus de 30 % des Norvégiens ignorent toujours s'ils vont voter pour ou contre l'adhésion de la Norvège à la CEE. Une guerre de propagande est engagée pour obtenir les faveurs des électeurs.**

Utilisant Adolf Hitler comme spectre, les opposants norvégiens à la CEE veulent que leurs compatriotes aient peur de la Communauté économique européenne. Selon le responsable syndical à Oslo, M. Ragnar Kalheim, la résistance au Marché commun «est une continuation du combat de 1940» (contre les troupes d'invasion d'Hitler).

Kalheim est le vice-président du «Mouvement populaire contre l'adhésion de la Norvège à la CEE» créé il y a onze mois, et dont la tendance regroupe aussi bien les communistes que les sociaux-démocrates, en passant par le parti centriste paysan et les démocrates chrétiens.

Le front populaire met en garde contre une invasion des grands capitalistes, des oppresseurs et des carnassiers de l'Europe de l'Ouest et prédit l'effondrement de la Norvège. Le pays, indépendant depuis 1905 seulement – auparavant asservi pendant plus de 500 ans par les rois danois et suédois – est menacé par une nouvelle servitude, venant de Bruxelles cette fois-ci. Dans les provinces du Sud de la Norvège, «la ceinture biblique», où l'on connaît bien les textes de la Bible, les luthériens démontrent, par l'intermédiaire de l'Écriture Sainte, que la CEE est le diable en personne.

«Ostlendingen», le journal du Parti du centre, a publié le poème d'un lecteur:

Une majorité au Parlement veut nous acheter,  
Nous allons retomber dans l'esclavage,  
Mais nous voulons nous gouverner nous-mêmes,  
Ne laisserons entrer aucun requin de la CEE,  
Et montrerons aux ancêtres que le bon sens vainc.

Le chemin vers l'esclavage: depuis 1962, la très grande majorité de trois gouvernements norvégiens ont approuvé les décisions des cabinets sociaux-démocrates et civils, de se porter en faveur de l'adhésion à la CEE – toujours en harmonie avec le principal partenaire commercial, l'Angleterre.

Les dirigeants de l'économie norvégienne ont également donné leur accord – exception faite des membres du lobby de deux secteurs, pour lesquels Oslo négocie actuellement à Bruxelles des dérogations aux réglementations de la CEE.

Il s'agit de la pêche et de l'agriculture, qui constituent surtout les seuls moyens d'existence pour le Nord de la Norvège stratégiquement exposé. Une concurrence totalement libre de la CEE les supprimerait et accélérerait la dépopulation.

De nos jours, 5 000 personnes émigrent encore annuellement du Grand Nord. Au total, le nombre de pêcheurs en Norvège, auparavant de 75 000, a diminué de moitié depuis 1950, et celui des agriculteurs a diminué de 60 000, s'élevant à présent à 150 000.

Pour l'année budgétaire en cours, l'Etat soutient les pêcheurs à hauteur de 100 millions de marks. Ces dernières années, il a également chaque fois attribué environ 750 millions de marks à l'agriculture.

A Bruxelles, le gouvernement norvégien plaide maintenant pour une modification des réglementations de la pêche dans la CEE. Les pêcheurs étrangers ressortissants de la CEE peuvent pêcher dans la bande norvégienne des douze milles uniquement s'ils élisent domicile en Norvège.

Et l'agriculture norvégienne doit en outre pouvoir être subventionnée – si pas par les coffres de la CEE – par le trésor public norvégien, ne serait-ce que pour compenser le désavantage compétitif dû aux conditions

climatiques.

Cet inconvénient climatique est expliqué dans le mémorandum norvégien sur la CEE: les agriculteurs norvégiens doivent s'en sortir avec 120 (Nord de la Norvège) jusqu'avec 200 jours de croissance (Sud de la Norvège). Le Sud détient plus de jours de croissance: 240 pour l'Allemagne, 260 pour les Pays-Bas, et de 280 à 365 pour la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Oslo voudrait, en outre, imposer des dérogations pour le lait et les pommes de terres, les concombres, les tomates et les baies – pour des quantités infimes: dans une CEE élargie à dix membres, la Norvège ne détiendrait qu'une part de 0,5 pour-cent de la production agricole totale.

Mais le «Mouvement populaire contre l'adhésion de la Norvège à la CEE» continue à son opposition, soutenu prétendument par 60 000 membres. Début juin, 6 000 Norvégiens ont participé à une marche de protestation dans Oslo et environ 12 000 ont assisté à la manifestation de clôture.

Le mouvement d'opposition a tout d'abord demandé des subventions pour lui-même: 250 000 marks de l'Etat à des fins de propagande. Le gouvernement a refusé. Des associations de l'agriculture subventionnée ont alors octroyé au mouvement le triple du montant.

L'association industrielle, en faveur de la CEE, a donné une leçon aux membres du parti agraire: il est incertain que l'Etat puisse toujours les soutenir avec 750 000 millions de marks par an si la Norvège reste en-dehors de la CEE et qu'alors les ressources fiscales de l'industrie s'amointrissent.

Et: aussi longtemps qu'une vente sera impossible à l'intérieur des frontières douanières de la CEE, aucune industrie pétrochimique ne pourra pas non plus être développée pour le raffinage du pétrole découvert sur le plateau continental norvégien.

Mais les partenaires commerciaux les plus importants de la Norvège sont peut-être déjà rassemblés à l'intérieur des frontières de la Communauté. En 1970, la Norvège a échangé des marchandises avec la CEE pour 5,8 milliards de marks, avec l'Angleterre pour 2,9 milliards, avec le reste de l'AELE pour 6,8 milliards. 80 pour-cent des exportations de l'industrie norvégienne sont destinées à l'Europe occidentale.

Le front des opposants à la CEE hésite donc: dans le plus récent sondage d'opinion, un tiers des Norvégiens ne parvenait pas à se décider à voter pour ou contre la CEE. Pour obtenir leurs faveurs, le «Mouvement pour l'Europe» et le «Mouvement populaire» norvégiens se battent à coups de brochures pro et contra. Depuis peu, le gouvernement fait aussi la publicité de la CEE, avec pour l'instant 1,2 millions d'imprimés.

En 1972, un référendum consultatif doit avoir lieu en Norvège. Ensuite, le Parlement prendra une décision. L'adhésion à la CEE doit être approuvée par une majorité modifiant la constitution (au moins trois-quarts des 150 députés du Storting).

La tête du mouvement d'opposition a déjà été émoussée: son président, l'agriculteur Hans Borgen, qui en juin encore, avait exigé l'arrêt des négociations d'adhésion, a déclaré en juillet: «Il serait insensé d'exiger l'arrêt maintenant.»